

Direction Espace Public - Logistique

[espacepublic@ville-lambersart.fr](mailto:espacepublic@ville-lambersart.fr)

MT/ NG

**Arrêté n°: 2025P00041**

**ARRÊTÉ PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA GESTION DES MÉGOTS DANS LE CADRE DES  
ACTIVITÉS PRODUISANT UN HOTSPOT DANS LES ESPACES PUBLICS**

Le Maire de la Commune de Lambersart,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2212-2,

**VU** le Code de la Santé Publique, notamment son article R.3512-2,

**VU** le Code l'Environnement, notamment ses articles L541-3, L.541-10 et R. 541-76-1

**VU** le Code Pénal, et notamment les articles L.131-13 et R. 610-5,

**VU** le décret n° 2015-337 du 25 mars 2015 relatif à l'abandon d'ordures et autres objets,

**VU** le décret n° 2020-1573 du 11 décembre 2020 relatif à la gestion des déchets,

**VU** le règlement sanitaire départemental du Nord du 12 avril 1979 modifié,

**VU** la délibération n°39 du Conseil municipal du 18 avril 2024 portant approbation d'un contrat avec la société ALCOME dans le cadre des missions de salubrité publique des collectivités, et de la réduction et le traitement des mégots jetés sur l'espace public,

**VU** la Délibération du Conseil Municipal du 30 mars 2023, donnant au Maire les délégations prévues par lesdits articles, et étendant ces dispositions aux élus bénéficiant d'une délégation et dans le cadre de celle-ci,

**VU** l'Arrêté Municipal n°2023P00209 du 31 mars 2023 donnant délégation à Monsieur Guillaume LEKIEFFRE, Conseiller Municipal Délégué,

**CONSIDÉRANT** que l'autorité de police municipale peut prendre, sur le territoire communal, les mesures permettant d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques et peut ainsi faire usage des pouvoirs de police générale dont elle dispose au regard des circonstances locales,

**CONSIDÉRANT** que le jet de mégots de cigarettes sur la voie publique, notamment en cas d'occupation du domaine public, est de nature à porter atteinte à la propreté de la Commune et susceptible de constituer un trouble à la salubrité publique,

**CONSIDÉRANT** que les mégots de cigarettes présents sur la voie publique sont susceptibles de pénétrer le système d'évacuation d'eau pluviale et, par conséquent, de porter atteinte au bon fonctionnement de celui-ci et de polluer les eaux,

**CONSIDÉRANT** le nombre important de mégots de cigarettes ramassés par les agents de la Commune chaque jour, entraînant un coût financier important pour la Commune,

**CONSIDÉRANT** qu'il est essentiel d'éradiquer les mégots de cigarette et de lutter contre les incendies environnementaux,

**CONSIDÉRANT** que dans ce cadre, il convient de réglementer l'activité des exploitants ou maîtres des lieux visés à l'article R. 3512-2 du Code de la santé publique et dont l'activité produit un Hotspot dans les espaces publics, en fonction de la fréquentation de ces lieux,

**ARRÊTÉ**

**Article 1 :** Les exploitants ou maîtres des lieux visés à l'article R. 3512-2 du Code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) de l'espace public et du domaine public sont tenus de prendre les mesures, dispositions et prescriptions nécessaires afin de lutter et œuvrer pour que les espaces concédés soient maintenus en parfait état de propreté.

Ils devront inviter le public à utiliser des cendriers pour les mégots et prescrire tout jet ou abandon. Les cendriers devront être mis à la disposition de la clientèle et vidés régulièrement.

Les déchets, de quelque nature qu'ils soient (ticket de caisse, papier gras, mégots, serviettes en papier, etc.) seront régulièrement ramassés et jetés dans les exutoires appropriés. Il est formellement interdit de jeter ces mêmes déchets dans le réseau d'assainissement, notamment les bouches d'égouts et avaloirs.

**Article 2** : En application des articles L.131-13 et R. 610-5 du Code Pénal, la violation de l'interdiction prévue à l'article 1 du présent arrêté est réprimée d'une contravention de deuxième classe, sans préjudice d'autres poursuites prévues par les lois et règlements en vigueur.

**Article 3** : Les dispositions du présent arrêté prennent effet, après transmission au contrôle de légalité de la Préfecture, dès sa publication sur le site internet de la Ville.

**Article 4** : Monsieur Nicolas VANDENBUSSCHE, Directeur Général des Services et toutes les autorités compétentes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux (2) mois sa publication, pour tout tiers ayant un intérêt à agir. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité administrative dans les mêmes conditions de délai.

Fait à LAMBERSART, le